

Nouvelles locales du mardi 19 avril 2011

@rib News, 19/04/2011 | Politique- Au cours d'une conférence de presse animée ce mardi matin, les partis de l'ADC-Ikibiri, estiment que le président de la République, quelle que soit la façon dont il a été élu, se doit de comprendre qu'il a le devoir sacré d'incarner l'Unité nationale et par conséquent d'assurer la sécurité pour tous les citoyens qui ne l'ont pas été et de rompre son silence face aux tueries caractéristiques génocidaires à l'endroit des membres de l'opposition burundaise. (Rpa/Bonesha/Isanganiro)

- L'opposition burundaise juge que le pouvoir de Bujumbura est démissionnaire. Selon Zed Feruzi, président de l'UR-Zigamibanga et président en exercice de l'ADC-Ikibiri, le porte-parole du gouvernement a souligné que la question de la sécurité revient à la population elle-même, ce qui est contraire à la Constitution burundaise, qui souligne que la sécurité est l'affaire de l'Etat. (Isanganiro)- Les partis de l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC) demandent au président de la République Pierre Nkurunziza de limoger immédiatement et punir sévèrement de hauts responsables de l'Etat, des services de police et de sécurité qui se montrent coupables des différentes graves violations des droits humains connues ces derniers jours au Burundi. (Rpa/Bonesha/Isanganiro)- L'ADC-Ikibiri demande aussi au président de la République d'organiser de larges consultations avec tous les partenaires politiques ainsi que les membres du parti au pouvoir et surtout ceux du gouvernement. Ils demandent que même les syndicats soient associés dans ces pourparlers inter burundais. (Rpa)- Ces mêmes partis de l'opposition ont demandé à la communauté internationale de changer son comportement, jugé complice avec le gouvernement du Burundi, face aux tueries vues comme un génocide des membres des partis d'opposition burundaise, des tueries qui visent essentiellement les membres du parti FNL. - Le député Bonaventure Gasutwa élu dans la province de Bujumbura se dit opposé à la demande de l'ADC-Ikibiri lors d'une manifestation de Bruxelles de ce lundi, quand cette coalition a demandé aux bailleurs de ne pas financer le pouvoir de Bujumbura. Selon ce député, il faut plutôt que les bailleurs gardent eux-mêmes leurs dons au Burundi plutôt au lieu de les geler car la population risque de mourir par la pauvreté. - Le président en exercice de l'ADC-Ikibiri a souligné que le pouvoir de Bujumbura utilise même les fonds des donateurs pour intimider la population burundaise. Il déplore que la communauté internationale soit presque silencieuse sur ce qui se fait au Burundi, surtout en ce qui concerne des arrestations et exécutions extrajudiciaires des membres du FNL et de l'opposition. | Sécurité- Une dizaine des corps sans vie flottent de nouveau dans la rivière Ruvubu au Nord du Burundi. L'opposition souligne que ces corps sont ceux des membres des partis d'opposition arrêtés par les services secrets. - Les populations de la zone Buruhukiro en commune de Rumonge sont sous tension ces derniers jours. Selon des sources sur place, la population est agitée suite aux divisions ethniques et politiques. L'administrateur communal de Rumonge qui a y fait une descente ce mardi matin, a fait savoir que les choses avancent bien et a demandé à la population de rester sereine. (Isanganiro/Bonesha)- L'administrateur communal de Rumonge est accusé par la population de cette localité de Buruhukiro d'avoir pris part dans ces tensions politico-ethniques. (Bonesha)- Le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri se dit étonné par un groupe de gens qui sont dans les affaires de l'Etat qui font des listes des personnes des membres de la société civile et des partis d'opposition qui seraient tués dans les jours à venir. « Il y a une liste de 40 personnes qui seront tuées suite à l'extermination dans leurs travaux » a souligné le président de l'Olucome. « Nous leurs demandons d'arrêter de nous connaître ceux qui le font » a déclaré Gabriel Rufyiri. (Rtr) | Justice- Le procureur général du FORSC Pacifique Nininahazwe a fait savoir que le procès de l'assassinat d'Ernest Manirumva n'est pas un procès comme les autres souligne que ceux qui croient que ce crime pourra rester sans suite se trompent beaucoup. (Rema)- Le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri doit comparaître devant la justice, il ne connaît pas encore les causes de sa convocation devant la justice, comme il l'a souligné lui-même. (Isanganiro)